

Christine Bost sort un plan de relance à 35 millions d'euros

Denis Lherm, d.lherm@sudouest.fr



Christine Bost avec Pierre Hurmic (maire de Bordeaux) et Alain Rousset (président de la Région Nouvelle-Aquitaine), hier, pour l'inauguration d'un ponton électrifié. - GUILLAUME BONNAUD /

Première sortie publique hier pour la toute nouvelle présidente de la Métropole, qui annonce un plan de relance du logement étalé sur les deux dernières années de mandat

«Je ne me perdrai pas dans l'inutilité », déclarait Christine Bost à « Sud Ouest » samedi, pour sa première interview en tant que nouvelle présidente de Bordeaux Métropole, après la démission d'Alain Anziani. Hier, elle a donné un prix à l'utile : 35 millions d'euros. C'est le montant de sa première décision : un plan de relance du logement qu'elle compte proposer aux élus de la Métropole demain.

Soit 20 millions d'euros dès cette année et 15 millions d'euros supplémentaires entre 2025 et 2026, terme du mandat actuel. Ce plan s'ajoute à celui voté en 2023 en faveur des bailleurs sociaux, déjà doté de 20 millions d'euros. Si tout se passe comme annoncé par la présidente Bost, en trois ans, la Métropole aura injecté 55 millions d'euros pour soutenir la construction.

« Une chute historique »

« Nous avons deux objectifs : un accompagnement des bailleurs sociaux et des acteurs de la promotion libre, car les programmes sont souvent mixtes, et un accompagnement des communes, pour inciter les maires à ne pas être trop sur la réserve », explique-t-elle. À Bordeaux, comme partout ailleurs en France, la construction de logements est en panne. Selon la Fédération nationale de l'immobilier, il s'agit d'une « chute historique de 22 %, inédite sur ces cinquante dernières années ».

Hier matin, Christine Bost était devant 200 professionnels pour le 6^e forum des projets urbains, à la Cité mondiale, sa première sortie publique depuis son élection. Elle a vanté l'urbanisme, « matière indispensable pour les élus, car elle englobe tout : le logement, la mobilité, les zones d'activité, la nature ». En sortant, elle a enfoncé le clou : « Pour moi, l'urbanisme est la matière reine. »

Soit 20 millions d'euros dès cette année et 15 millions d'euros supplémentaires entre 2025 et 2026

La machine est grippée

Une matière reine, certes, mais en pleine crise. La machine à construire s'est arrêtée en 2019, un an avant les élections municipales. Les élus freinent toujours à l'approche des échéances électorales, mais relancent la bétonnière ensuite. Sauf que, cette fois-ci, elle n'est jamais repartie. En 2020 il y a eu le Covid, en 2022 l'invasion de l'Ukraine, le coût du crédit s'est envolé. Autre frein à la construction : l'hostilité manifestée par une partie de la population, généralement déjà logée, qui estime que la saturation est proche. Les maires cèdent souvent devant cette colère.

Ils sont coincés entre le ras-le-bol de leurs administrés et la nécessité de produire du logement, dans une agglomération qui grossit de 10 000 nouveaux habitants chaque année. Le plan de relance vise à décoincer cette situation, car on ne peut pas en même temps se plaindre des bouchons sur la rocade et ne rien faire pour éviter que les gens s'installent toujours plus loin hors de l'agglomération. « Nous allons donner un coup de pouce aux maires qui jouent le jeu de la production de logement », affirme Christine Bost.

« Nous allons donner un coup de pouce aux maires qui jouent le jeu de la production de logement »

La promotion privée incluse

Comment ? Elle ne le dit pas. Le plan de relance sera présenté en bureau de la Métropole (l'organe exécutif) demain, avant d'être soumis à l'ensemble des élus en assemblée plénière, en avril ou mai. Le premier plan de relance aurait permis à la Métropole d'atteindre en 2023, pour la première fois depuis 2018, les 3 000 logements sociaux produits en une année, soit l'objectif du programme local de l'habitat (PLH). Le second prévoit d'inclure la promotion privée, car elle assure la construction d'une grande partie des logements sociaux.

PONTON ÉLECTRIQUE

Après le logement, le tourisme et l'environnement. La présidente de la Métropole a coupé son premier ruban (de façon symbolique) hier, en inaugurant les pontons Jefferson et Lafayette, sur le quai des Chartrons. Ils ne sont pas nouveaux, mais viennent juste d'être électrifiés. Ils s'ajoutent aux pontons Albert-Londres, électrifiés en 2020, et Ariane (2022), permettant à la Métropole de disposer de quatre pontons électrifiés, avec une capacité de 12 navires qui ne sont plus obligés de laisser tourner leurs moteurs diesel lorsqu'ils sont amarrés. Coût total de l'opération : plus de 6 millions d'euros, dont 2 millions financés par l'Union européenne. « Cette électrification est un premier petit pas, j'espère que les grands suivront demain pour que chacun prenne sa place dans un nouveau modèle de société plus décarbonée et plus sobre », estime le maire de Bordeaux, Pierre Hurmic. Ces aménagements « conjuguent deux enjeux majeurs, selon Christine Bost, la décarbonation, du respect de l'environnement, et celui du patrimoine historique, au cœur du périmètre Unesco ».

Publié le 20/03/2024 – Sud-Ouest – Denis Lherm